



Abondance (et société d'abondance)

.....
Situation économique caractérisée par la très grande quantité et qui s'oppose à la rareté ou à la pénurie.
.....

Notion relative qui a été introduite dans les sciences sociales par les anthropologues et les ethnologues. Elle signifie que les individus d'un groupe ethnique ou social peuvent satisfaire sans difficulté majeure leurs besoins les plus élémentaires ou vitaux. On peut distinguer l'abondance des sociétés primitives (ou premières) dans lesquelles les biens sont en quantité limitée mais les besoins sont largement satisfaits car ils restent frugaux (ex. : les Bochimans), de celles des sociétés de production et de consommation de masse dans lesquelles les biens et les services sont en très grande quantité face à des besoins qui semblent illimités. Ainsi, la société d'abondance est un terme qui peut désigner des modes de production et de consommation très différents. Pour Marshall Sahlins, la société d'abondance est la voie « zen » des sociétés primitives qui atteignent « une abondance matérielle sans égale, avec un

bas niveau de vie » (*Âge de pierre, âge d'abondance*, 1972).

→ Pauvreté. Rareté

Absentéisme

.....
Mode spontané et individuel de réaction qui se traduit par la non-présence de salariés, à intervalles plus ou moins fréquents, sur les lieux de travail.
.....

L'absentéisme s'exprime comme un manque d'assiduité dû à des causes objectives (impossibilité de se rendre à son travail) ou subjectives (conduite de refus). Il apparaît donc d'emblée comme un phénomène individuel. Mais si on considère le problème par rapport à l'entreprise, il s'analyse comme le volant de salariés qui à un moment donné sont absents, sans qu'il y ait interruption reconnue de leur temps de travail. L'absentéisme possède, à la fois, un caractère individuel et social. Individuellement, il traduit les passages douloureux de la vie quotidienne. Socialement, il est le symptôme des conditions de travail et l'expression des salariés devant ceux-ci. L'absentéisme féminin est présenté souvent comme un phénomène naturel (la femme

portant l'enfant), mais il n'en est pas moins social en raison de la différenciation des rôles sociaux (les soins aux enfants étant dans la plupart des sociétés des activités à dominante féminine).

→ Conditions de travail

Absorption

.....
Technique juridique de concentration économique, l'absorption est l'opération par laquelle « une ou plusieurs sociétés peuvent, par voie de fusion, transmettre leur patrimoine à une société existante » (art. L.236-1 du Code de commerce).
.....

La fusion-absorption entraîne la disparition de la société absorbée. Son patrimoine est transmis à la société absorbante qui voit son capital social augmenter. Les associés de la société absorbée deviennent par l'effet de cette opération associés de la société absorbante. La fusion-absorption est une opération étroitement réglementée, car, non seulement elle a des conséquences pour les associés des deux sociétés, mais elle produit aussi des effets pour les tiers, comme par exemple les créanciers de la société absorbée qui subissent un changement de débiteur. Des mesures de publicité sont donc prévues pour les en informer. Les opérations de fusion-absorption ont connu dans les années 1990 un fort développement dans l'ensemble des pays industrialisés, notamment entre des sociétés de nationalités différentes. Dans les années 1990 et 2000 de nombreuses fusions se sont réalisées dans la perspective d'une concentration horizontale.

→ Fusion.

Concentration (horizontale, verticale, etc.)

Abstentionnisme

L'abstention désigne le fait pour un électeur (personne inscrite sur les listes électorales) de ne pas voter lors d'un scrutin légalement organisé. Il ne faut pas la confondre avec la non-inscription sur les listes électorales. L'abstentionnisme peut s'interpréter d'une double façon: il est la traduction d'une faible socialisation politique et donc d'un intérêt limité pour la chose publique (certains types de population: les jeunes, les habitants de régions isolées, etc., votent moins que la moyenne nationale); il exprime un comportement d'opposition au politique en traduisant le refus de l'offre électorale telle qu'elle se présente.

→ Démocratie. Citoyen, citoyenneté

Abus de bien social

.....
Usage volontaire et conscient des biens d'une entreprise sociétaire (y compris son nom, son image, sa renommée) par son ou ses dirigeants (président, directeur, gérant...) dans un but personnel contraire à l'intérêt de l'entreprise.
.....

Le caractère délictueux d'une telle pratique renvoie au fait qu'une société commerciale est une personne morale et, à ce titre, possède des biens qui se distinguent du patrimoine de ceux qui ont en charge sa gestion. Ces derniers doivent les utiliser dans l'intérêt de la société, c'est-à-dire fondamentalement engendrer des bénéfices. Lorsque le dirigeant fait un usage clairement privé des fonds de l'entreprise, de ses équipements ou autres, le délit est établi sans ambiguïté. Mais, il existe bien des cas où un usage anormal des biens de

l'entreprise par ses dirigeants peut être analysé comme un moyen de défendre l'intérêt de l'entreprise (versement de commissions occultes pour obtenir un marché, par ex.). La notion d'intérêt de l'entreprise sociétaire (qualifié par les juristes d'intérêt social) autorise des interprétations divergentes. Le juge français a apporté une réponse en 1992 en considérant que tout usage illicite des biens de l'entreprise va à l'encontre de l'intérêt social et constitue donc un abus de bien social. Plus récemment, sous l'influence de l'approche anglo-saxonne de la *corporate governance* (gouvernement d'entreprise), l'intérêt social tend à se confondre avec celui des actionnaires, à charge pour ces derniers de contrôler que les actes des dirigeants sont bien conformes à leurs intérêts. La version 2013 des articles sur l'abus de bien social (L241-3 et L242-6) prévoit la possibilité de peines d'interdiction des droits civiques, civils et de famille. www.legifrance.gouv.fr

→ Entreprise sociétaire. Propriété

Accélérateur, accélération

.....
Principe selon lequel une variation de la demande de biens de consommation sous l'hypothèse de complète utilisation des équipements productifs entraîne une variation plus importante de l'investissement.

Ce principe, mis à jour par Albert Aftalion (1874-1956) dans un article de la *Revue d'économie politique*, intitulé « La réalité des surproductions générales » (1909), démontre la forte sensibilité de l'investissement aux variations de la demande. En effet, le seul ralentissement de la hausse de

la demande entraîne une baisse de l'investissement total par rapport à la période précédente. Ainsi, associé au multiplicateur, il peut expliquer l'alternance des périodes de croissance et de récession de l'activité économique. Cependant, ce principe a été critiqué car il repose sur une série d'hypothèses contraignantes comme le plein-emploi du capital productif ou l'absence de progrès technique puisque le coefficient de capital est constant.

→ Aftalion. Demande(s). Coefficient de capital. Investissement (capacité, remplacement, productivité...). Multiplicateur (effet keynésien)

Accord européen de libre-échange (AELE)

Accord européen signé en 1958 sous l'impulsion du Royaume-Uni pour réunir les pays européens qui ne souhaitaient pas participer au processus d'intégration économique, politique et monétaire prévu par le traité de Rome. Cet accord se limite à construire une zone de libre-échange supprimant les barrières tarifaires et les restrictions quantitatives entre les pays signataires, puisqu'il n'existe pas de tarif extérieur commun. Depuis sa signature, de nombreux pays ont adhéré à l'Union européenne comme le Royaume-Uni, la Suède, la Finlande... Aujourd'hui, cet accord regroupe l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse.

Accroissement naturel (taux d')

Mesure démographique de la différence en valeur absolue entre les naissances et les décès sur une période donnée, généralement l'année. Le taux

d'accroissement naturel mesure la différence entre le taux de natalité d'une période et le taux de mortalité de cette même période. Il est généralement exprimé en pour mille.

→ Démographie

Acculturation

.....
Changements socioculturels résultant du contact direct et prolongé entre des groupes ou individus de cultures différentes. Le préfixe ac ne signifie pas une négation, mais un ajout et une modification de la culture d'origine des individus.
.....

Cette définition a été adoptée par trois anthropologues, Herskovits, Linton et Redfield lors d'un memorandum en 1936 publié dans la revue *American Anthropologist*. Les effets de l'acculturation sont multiples: l'un des groupes peut finir par adopter les traits culturels du groupe dominant, c'est l'assimilation; les traits culturels sont réinterprétés, donnant naissance à des pratiques inédites jusqu'alors, ce sont les syncrétismes; le groupe dominé peut résister aux changements culturels et ce refus provoque une contre-acculturation. Enfin, la culture dominée peut disparaître, il y a alors déculturation.

→ Culture

Accumulation du capital

.....
Processus d'accroissement de la masse de capital défini au sens large comme le patrimoine. Le capital prend diverses formes, mais il est toujours en économie une somme de richesses produisant d'autres richesses.
.....

Pour Karl Marx l'accumulation est la « transformation d'une fraction du surproduit social en forces productives nouvelles » (celles-ci comprennent les moyens de travail et les hommes qui les utilisent). L'accumulation du capital est la conversion d'une partie de la plus-value en capital additionnel qui vient accroître le capital ancien. La loi de l'accumulation capitaliste est générale et absolue, car elle exprime les tendances essentielles de ce système économique. Son processus est de nature contradictoire, car la production croissante des richesses est inséparable du chômage (armée industrielle de réserve) et de la misère ouvrière. En élevant la composition organique du capital, l'accumulation capitaliste tend à créer de manière permanente une surpopulation relative car, pour augmenter la plus-value, les capitalistes recherchent en effet à faire des économies sur le coût de la force de travail en transformant les méthodes de production. Accumulation et paupérisation sont les deux aspects d'un même phénomène qui exprime la loi d'évolution du mode de production capitaliste.

→ Capital. Capital humain

Accumulation primitive du capital

.....
Cette expression typiquement marxiste désigne le processus de création des conditions nécessaires à la naissance du capitalisme. Marx parle d'un « mouvement historique qui fait divorcer le travail d'avec ses conditions extérieures » et qui appartient à la préhistoire capitaliste. L'accumulation primitive exprime cette phase historique qui se caractérise par la genèse du prolétariat et celle de la bourgeoisie.
.....

La production capitaliste suppose deux conditions préalables; l'existence d'une catégorie sociale formée d'individus dépourvus de moyens d'existence et donc contraints de vendre l'unique bien qui leur reste, la force de travail et l'accumulation de richesses monétaires par une autre, non pas par l'épargne vertueusement investie, mais par la spoliation des faibles et le commerce triangulaire qui s'accompagne d'un retour au mode de production esclavagiste.

→ Capitalisme

Acquis/inné

.....
L'acquis renvoie aux traits de personnalité d'un individu (ou en biologie aux caractères d'une espèce) appris par expérience, contact avec autrui et adaptation au milieu. L'inné renvoie aux traits possédés « en naissant » sans passer par un apprentissage.

Le débat inné/acquis traverse et confronte la philosophie, la biologie, la psychologie et les sciences sociales. En philosophie, de Descartes à Max Scheller, les théories qui considèrent la capacité à connaître et la conscience morale comme innées s'opposent à l'empirisme de Hume ou de Locke. En biologie, l'évolutionnisme pose que les traits d'une espèce sont acquis (par adaptation au milieu) mais ceux des individus qui la composent sont innés. Mais c'est dans sa transposition dans les sciences humaines qu'on trouve aujourd'hui les enjeux les plus sensibles dans l'opposition nature/culture. Naturaliser les traits de la personnalité invite à en rechercher l'explication

du côté de la biologie (« instincts », gènes...) et dispense d'interpeller la société dans son mode de fonctionnement (rôles masculin et féminin expliqués par la physiologie, réussite scolaire par le don). Ce réductionnisme a été mis à mal par les observations ethnologiques, notamment celles des culturalistes (M. Mead montre, par ex., la diversité des rôles masculin et féminin selon les sociétés) et les analyses de la sociologie contemporaine (Bourdieu et le rôle du capital culturel à l'école). Aujourd'hui, les progrès de la génétique contemporaine tendent à déplacer la frontière entre l'inné et l'acquis tant vis-à-vis de la psychologie que des sciences sociales, mais il est significatif de constater que désormais l'accent est mis sur leur combinaison. Au-delà de la vacuité de la recherche de leur poids respectif, c'est l'articulation des deux aspects qui apparaît féconde. Ainsi, la linguistique structurale placera les dispositions humaines à apprendre les langues du côté de l'inné et l'apprentissage effectif d'une ou plusieurs langues évidemment du côté de l'acquis.

→ Apprentissage. Culture. Socialisation (primaire, secondaire). Sociobiologie

Acquis sociaux

.....
Ensemble des dispositions collectives en liaison avec le travail salarié, applicable aux actifs et anciens actifs et que tout ou partie d'entre eux considèrent comme des avantages qui doivent être préservés.

Cette expression, même si elle est employée notamment par Bourdieu,

renvoie au vocabulaire de la mobilisation syndicale et politique beaucoup plus qu'à une notion scientifiquement délimitée. Les acquis sociaux se déclinent, en France, à partir de l'histoire sociale et syndicale et l'ensemble de la protection sociale (maladie, retraite, chômage...) en constitue le cœur mais il faut lui ajouter une partie des dispositions du droit du travail et des conventions collectives ce qui montre qu'il peut exister des différenciations entre les salariés. L'idée même d'acquis social suppose un mouvement continu d'amélioration collective sans retour en arrière, c'est le progrès social qui va s'opposer à la régression sociale. L'exemple du débat sur la remise en cause de la réduction de la durée du travail permet d'illustrer ces enjeux. Si on se place uniquement du point de vue du salarié, considérer les 35 heures comme un acquis social suppose que moins travailler est un progrès et que l'avenir du salariat est d'avoir plus de temps libre, donc plus de liberté pour s'épanouir. Si on écarte la dimension moralisante associant le travail à la vertu et le loisir au vice, la critique va porter sur la nécessité de préserver le choix individuel entre plus de travail (et donc plus de salaire) et plus de loisirs ; les 35 heures sont alors jugées coercitives. La réponse à cette critique s'appuie sur le caractère illusoire de la possibilité d'exercer un choix véritable pour un salarié isolé placé dans un rapport de forces déséquilibré avec son employeur. Derrière ce débat, on retrouve des oppositions de fond : entre la loi et le contrat, entre l'accent mis sur l'égalité collective et sur la liberté individuelle, entre une vision prospective et historique et une vision beaucoup plus ahistorique et aléatoire.

Ces clivages, qu'on peut résumer à travers les termes d'interventionnisme et de libéralisme, se retrouvent pour l'ensemble des droits sociaux. Le contexte de la fin du XX^e siècle et du début du XXI^e siècle marqué par l'emprise croissante du néolibéralisme en économie, le déclin des idéologies socialistes, la complexification du salariat et la montée d'un individualisme de repli, est propice à une lecture des conflits sociaux en termes de remise en cause et de défense des acquis sociaux (retraites, assurance-maladie...) sans oublier de faire une place à la position selon laquelle il faut « adapter » les acquis sociaux c'est-à-dire les remettre en cause partiellement pour mieux les préserver.

→ Conflits sociaux. Libéralisme(s).
Sécurité sociale. Socialisme. Syndicats

Acte unique européen

Accord européen signé en 1986 pour relancer le processus d'intégration européen, alors manquant de souffle. Cet accord prévoit la suppression de toute entrave à l'interpénétration des économies et la mise en place effective des quatre grandes libertés : la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux. L'objectif est la création du Marché unique au 1^{er} janvier 1993. Il sera atteint. Par ailleurs, cet accord prévoit également un changement des règles de décision par la mise en place du vote à la majorité qualifiée qui limite les situations de blocage que provoquait le vote à l'unanimité.

→ Union européenne

Acteur (acteur social)

.....
**Littéralement c'est celui qui agit.
L'acteur social participe par son action
à un fait social.**
.....

Cette notion sociologique correspond à une approche du fait social qui donne beaucoup d'importance à l'autonomie de l'individu par rapport aux groupes sociaux auxquels il appartient. Pour les sociologues ou les économistes qui utilisent cette expression, l'individu est donc capable soit: d'un calcul rationnel (G. Becker, *Le Capital humain, une analyse empirique et économique*, 1964), d'une capacité de choix (A. Hirschman, *Exit, Voice and Loyalty*, 1970), d'une stratégie (M. Crozier, *L'Acteur et le Système*, 1977), d'une action à rationalité limitée (H. Simon, *Organizations*, 1958), mais il peut être aussi l'auteur d'action irrationnelle (E. Morin, *Le Paradigme perdu: la nature humaine*, 1973). Max Weber peut être considéré comme un des premiers sociologues à avoir formalisé les actions de l'acteur en définissant quatre actions typiques.

→ Activité rationnelle en finalité, en valeur

Actif(s) (corporels, incorporels, financiers)

.....
Ensemble des biens constituant un patrimoine.
.....

Le patrimoine d'une entreprise, dont la photographie à un moment donné est le bilan comptable, se compose de deux séries d'éléments; les uns constituent l'Actif (les emplois) et les autres constituent le Passif (les ressources). L'Actif se subdivise en deux

parties distinctes: a) l'Actif immobilisé qui est constitué par les biens incorporels ou immatériels (brevets, licences, fonds de commerce), corporels ou matériels (biens de production) et les actifs financiers (titres de participation dans d'autres sociétés, créances...); b) l'Actif circulant constitué par tous les éléments variables et mouvants comme les stocks de toute nature et les disponibilités monétaires.

→ Bilan. Passif

Actifs/inactifs

.....
Une personne est active si elle déclare exercer ou cherche à exercer une activité professionnelle rémunérée. Si elle exerce effectivement une activité professionnelle, elle est active occupée, si elle cherche à exercer une activité professionnelle, elle est une personne active au chômage. Le classement des inactifs se détermine a contrario de celle des actifs. Les inactifs sont des personnes qui n'ont pas et qui ne recherchent pas d'activité professionnelle rémunérée.
.....

Cette dichotomie entre actifs d'une part et inactifs d'autre part est de plus en plus floue du fait de la précarisation croissante du marché du travail. Ainsi, un étudiant travaillant à temps partiel pour payer ses études est à la frontière entre actif occupé et inactif. Jacques Freyssinet, dans son ouvrage *Le Chômage* ([1984], 2004), regroupe ces situations dans le halo du chômage. Enfin, cette frontière est un construit statistique car elle dépend de la définition que donne chaque société du travail rémunéré. Ainsi, une femme de ménage déclarée par son employeur

est active occupée tandis qu'une mère au foyer exerçant les mêmes tâches est considérée comme inactive.

→ Population active,
population active occupée...

Action

.....
Titre négociable remis par une société de capitaux à un particulier en reconnaissance des valeurs qu'il a apportées comme participation à cette société.
.....

Les actions ne sont apparues qu'à une étape bien déterminée du capitalisme: celle qui a correspondu à un progrès technique important exigeant de gros moyens financiers. La SA (société anonyme) a été créée en France en 1867. Le cours ou prix de l'action dépend essentiellement de deux facteurs: le taux d'intérêt que les banques paient pour les dépôts et le revenu annuel (dividende) qu'apporte chaque action au propriétaire (actionnaire). Alors que l'entrepreneur individuel a un pouvoir de direction qui découle de la propriété qu'il a des moyens de production, l'actionnaire n'a pas vocation automatique à assumer cette fonction directoriale. Ses droits sont spécifiquement financiers: droit au dividende, droits sur l'actif social.

→ Galbraith. Société anonyme.
Sociétés de capitaux, de personnes.
Technostructure

Action (sociologie de l')

.....
Courant de la sociologie nommée aussi sociologie de l'acteur. Il concerne les démarches sociologiques qui fondent leurs analyses des faits sociaux sur

l'autonomie dont disposent les individus et les valeurs, les intérêts et les rationalités dont ils sont dotés.
.....

Cette sociologie cherche donc surtout à comprendre les choix, les décisions et les stratégies des individus. Issue des thèses de Weber sur l'action rationnelle, cette démarche fut surtout théorisée et développée par T. Parsons (*The Social System*, 1951). Dans cet ouvrage et dans d'autres travaux, Parsons à partir d'un ensemble de concepts qui lui permet à la fois de classer les actions et les rôles des individus et d'analyser les systèmes de valeurs des sociétés, propose des études de réalités sociales aussi variées que la famille, la justice, l'enseignement, la religion, les professions... Selon lui, l'action sociale est déterminée par des valeurs et des normes. La société est un système fondé sur des fonctions qui la stabilisent: adaptation à l'environnement, poursuite de buts, intégration des individus, stabilité des normes et elle est organisée en sous-systèmes qui correspondent à ces fonctions: économique, politique, social et culturel.

→ Acteur (acteur social).
Activité rationnelle en finalité, en valeur

Action collective

.....
Action qui est le fait de groupes d'individus qui ont des intérêts communs, des valeurs communes et qui agissent pour les défendre où les promouvoir. Cette action implique la définition d'au moins un objectif commun.
.....

En sociologie, plusieurs théories de l'action collective sont développées: